



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet des Côtes d'Armor

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
PRÉVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX

Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Transmis le 10 septembre 2014

Dossier suivi par : DRAGON Vincent
Suivi administratif : SAOUTIC Laurence

IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE :

Nom ou raison sociale : **Monsieur le gérant EARL URVOY**

Associé : URVOY Jean Date de naissance : 12/08/1972

Associé : URVOY Marie France Date de naissance : 12/08/1953

Adresse : LA CHESNAYE - 22440 LA MEAUGON

N° de dossier : 1799-4 N° ICARE : 20043571

Type de dossier : Restructuration interne

Régime : Autorisation

Date de dépôt : ouvert le : 27/01/2014

Objet de la demande : Restructuration interne d'un élevage avicole, changement de conduite de l'élevage, passage en multiproduction.

SITUATION DE L'INSTALLATION :

N° SIRET : 35404332500019

N° PACAGE : 022052299

IED : Oui

Siège sur bassin versant : Gouët Barrage

Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée :

Site concerné	Type Animal	Autorisé	Aut Eq	Régularisé	Créé/Supprimé	Final	Equivalents
La Côte à l'Oie - MEAUGON	Poulet standard : Standard	52400	52400	0	-52400	0	0
La Côte à l'Oie - MEAUGON	Coquelet : Standard	0	0	0	80000	80000	60000
Total			52400				60000

Nomenclature installations classées :

Nomenclature	Nombre d'animaux	Nombre d'emplacements	Nombre d'animaux équivalents
Nomenclature article : 2111 - 1 - Type : Volailles	80 000		60 000
Nomenclature rubrique : 3660 a) - Type : Elevage intensif de volailles	80 000	80 000	

Site(s) de l'exploitation :

Site Principal	Site	Commune	Canton	En ex- ZAC	En ex- ZES(seuil traitement à 20000kg)	En ZAR	Ancien Seuil traitement	Ancien Seuil épandage	Ancien Sous Plafond
	La Côte à l'Oie	MEAUGON	PLOUFRAGAN	oui	oui	oui	12500	75	50
oui	LA CHESNAYE	MEAUGON	PLOUFRAGAN	oui	oui	oui	12500	75	50

Gestion des déjections :*** Capacités de stockage :**

Capacités de stockage	Existante	Min. Règl.	Projetée	TOTAL	DUREE
Capacités des fumières	0		100	100	

*** Plan d'épandage :**

Type exploitant	Nom Adresse	Surface totale	SPE Cultures	SPE Prairies	SPNE	SRD	Pétitionnaire	Prêteur	Autre	Pression Organique en P2O5 sur SRD	Pression Organique en N sur SAU
Demandeur	EARL URVOY - LA CHESNAYE MEAUGON	0	0	0	0	0	0		0	0	0
Prêteur	EARL DE LA VILLE GRALE - La Ville Gralle PLERIN	78,25	48,63	12,37	0,02	61,02	3750	220	0	64	51
Total							3750				

*** Traitement ou transfert :**

Traitement	Azote entrant	P2O5 entrant	Azote éliminé	P2O5 éliminé	Station	Azote export	P2O5 export	Convention
SARL KERATIL	0	0	0	0		8340	5976	08/07/2014

*** Bilan sur l'exploitation du demandeur :**

	Azote	Phosphore
Réduction Biphase	0	0
Organique Produit	12090	9775
Modification mode production	0	0
Organique à Gérer	12090	9775
dont non maîtrisable	0	0
dont maîtrisable	12090	9775
Epandu chez des tiers	3750	3799
Azote échangé (import-export)	0	0
Transfert	8340	5976
Traitement	0	0
Reste exploitation	0	0

Etude du ratio d'azote avant et après projet :

Exploitation	SAU avant projet	Azote organique épandu avant projet	Pression N organique/ha avant projet	SAU projet	Azote organique épandu(kg)	Pression N organique/ha SAU
Pétitionnaire	0	0	0	0	0	0
Mme BOIVIN	28.69	2917	101.7			
M. LE PROVOST	27.39	3475	126.9			
M. ETESSE	43.56	3843	88.2			
Prêteur				78,25	3750	47.9
Total	99.64	10235	102.41	78.25	3750	47.9

Contexte de l'élevage :*** Distance par rapport aux tiers :**

> 100 m

*** Distance par rapport aux points d'eau :**

> 35 m

Avis des services :*** Avis des services :**

L'avis de la DDTM n'a pas été sollicité

AVIS DU SERVICE RAPPORTEUR AU CODERST

Le dossier présenté à l'instruction concerne une demande de restructuration interne, pour la mise à jour du mode de fonctionnement de l'élevage et la mise à jour du plan de gestion des déjections.

L'exploitation de l'EARL URVOY est située au lieu dit « La Côte à l'Oie » sur la commune de LA MEAUGON.

Le siège de l'exploitation est situé sur le bassin versant à algues vertes du Barrage du Gouët, en Zone d'Actions Renforcées (ZAR) et le pétitionnaire ne possède pas de terres en propre.

1. Situation autorisée :

Le 09 juillet 2002, l'installation a été autorisée par arrêté préfectoral après enquête publique, pour l'exploitation d'un élevage avicole de 52 400 poulets de chair, soit 52 400 animaux équivalents. L'installation comprend deux poulaillers de 1 000 m² chacun, soit une surface d'élevage de 2 000 m².

Le dossier avait été validé sur la base d'une conduite en 6 bandes, soit une production de 314 400 poulets de chair annuellement, ce qui correspond, à références constantes, à une production de 9 432 unités d'azote (CORPEN 2006) et 4 716 unités de phosphore (ITAVI 2013). L'ensemble des déjections produites était épandu sur les terres de trois prêteurs, pour des pressions en azote organique par hectare de SAU de : 101.7, 126.9 et 88.2 et en phosphore par ha de SDN de 72.7, 73.6 et 71.7.

2. Objet de la demande :

Le pétitionnaire souhaite augmenter le cheptel autorisé et mettre à jour la conduite de son élevage pour pouvoir réaliser différentes productions sur son installation et mettre à jour son plan de gestion des déjections.

Pour prendre en compte les nouvelles références en matière de rejets en phosphore et prendre en compte les évolutions réglementaires en terme de stockage des litières en production avicole, apportées par le cinquième programme d'actions Directive Nitrates, le pétitionnaire a déposé un avenant à sa demande en date du 16 juillet 2014.

Les différentes production envisagées sont décrites dans le tableau ci dessous :

Cheptel	Densité maximale à la mise en place (animaux/m ²)	Emplacements	Equivalence	Animaux Equivalents en présence simultanée
Coquelet	40 Ax/m ²	80 000	0.75 AE	60 000 AE
Poulets	30 Ax/m ²	60 000	0.85 AE	51 000 AE
Pintade	20 Ax/m ²	40 000	1.0 AE	40 000 AE
Poulettes	20 Ax/m ²	40 000	1.0 AE	40 000 AE
Dinde Médium	8.5 Ax/m ²	17 000	3.0 AE	51 000 AE

Les évolutions en terme de conduite d'élevage entraînent un accroissement des effectifs en présence simultanée, mais ne nécessitent pas de modification de la surface d'élevage actuelle de 2 000 m² déjà autorisée.

2.1. Valorisation des déjections :

Le plan de gestion des déjections est présenté sur la base des productions les plus contraignantes, à savoir :

- La production de poulets en effectuant des enlèvements en cours de lots, pour le paramètre azote : 60 000 poulets sont mis en places à chaque lots, 20 000 sont enlevés en tant que poulets légers (20 000 par 22 grammes = 440 uN), 20 000 en tant que poulets standard (20 000 par 30 grammes = 600 uN) et 20 000 en tant que poulets lourds (20 000 par 41 grammes = 820 uN), soit 1 860 uN par lot avec la possibilité de réaliser 6.5 lots par an, soit une production de 12 090 unités d'azote.

- La production de dindes pour le paramètre phosphore qui est calculé selon le référentiel ITAVI 2013 : 2.5 lots réalisés par an avec des mises en places de 17 000 dindes par lot, soit 9 775 unités de phosphore.

Le pétitionnaire n'exploite pas de terres et les déjections seront valorisées de la façon suivante :

- 3 750 uN et 3 799 uP2O5 seront valorisées par épandage sur les terres de l'EARL DE LA VILLE GRALE, qui exploite 70ha89 de terres sur le bassin versant à algues verts de l'IC et le reste sur le bassin versant du Gouët, pour des pressions de 51 uN organique par ha sur une SAU de 78ha 25 et de 64 uP2O5 sur une SRD de 61ha. Le solde de la BGA après fertilisation minérale est de -14 UN.
- Un contrat de reprise est signé avec les établissements KERATIL pour la reprise des effluents restant, à savoir au maximum 8 340 unités d'azote et 5 976 unités de phosphore, sous forme de fumier brut afin d'être transformés en produits normalisés dans les établissements du repreneur.

Comme le montre le tableau étude du ratio azote avant et après projet ci dessus, il n'y pas de dégradation de la pression en azote organique, en bassin versant à algues vertes, après projet.

2.2. Stockage des déjections :

Selon les conduites envisagées sur l'installation, et notamment en production de poulets de chair et de coquelets, les litières resteront moins de deux mois sous les animaux. Afin de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, le pétitionnaire sollicite une dérogation afin de réaliser une plate forme bétonnée qui servira de fumièrre au plus tard le 1^{er} octobre 2016.

La fumièrre aura une surface de 100 m² (20m par 5m) et servira à stocker les fumiers qui auront séjournés moins de deux mois sous les animaux, dans l'attente de la reprise par le prêteur de terres. Les fumiers qui sont repris par la société KERATIL sont eux repris directement à la sortie des bâtiments.

L'implantation de cette plate forme se fait à distances réglementaires des tiers et des points d'eau.

Le pétitionnaire indique que dans l'attente de la réalisation de la fumièrre, les fumiers destinés à l'épandage seront stockés sur une parcelle du prêteur de terres, conformément à la réglementation et seront recouverts d'une bâche imperméable à l'eau et perméable aux gaz.

3. Considérant :

- ☐ Que le pétitionnaire envisage de réaliser différentes conduites d'élevage sur son installation ;
- ☐ Que l'augmentation d'effectif se fait à surface constante ;
- ☐ Que le pétitionnaire met à jour son plan de gestion des déjections ;
- ☐ Que le pétitionnaire sollicite une demande de dérogation pour se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 ;
- ☐ Qu'une fumièrre bétonnée de 100 m² est en projet.

Compte tenu de ces considérations, je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant :

ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2002 est modifié comme suit :

L'EARL URVOY, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Chesnaie » sur la commune de LA MEAUGON, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu dit « La Côte à l'Oie » sur la commune de LA MEAUGON, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 60 000 animaux équivalents (A.E.) et 80 000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter, la quantité d'azote produite à 12 090 unités par an et la quantité de phosphore à 9 775 unités par an.

ARTICLE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2002 est modifié comme suit :

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume	Unité de volume
2111	1	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nombre total d'AE	> 30 000 AE	1 Coquelet = 0.75 AE 1 Poulet léger = 0.85 AE 1 Poulet standard = 1.0 AE 1 Poulet lourd = 1.15 AE 1 Pintade = 1.0 AE 1 poulette = 1.0AE 1 Dinde médium = 3.0 AE	60 000	AE
3660	a)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nombre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	Emplacement	80 000	Emplacement

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de juillet 2003.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
LA MEAUGON	Avicole	A	N° 880, 882 et 884

Art. 2.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE DE VOLAILLES

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2002 est modifié comme suit :

3.1. - Aménagement des bâtiments:

3.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2000 m².

3.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.2. - Sécurité :

3.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

3.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

3.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

3.3. - Transfert des effluents bruts :

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 334 tonnes de fumier brut de volailles par an, correspondant à 8340 unités d'azote et 5976 unités de phosphore.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³.
- La désignation du transporteur.
- La dénomination de l'exploitant et son adresse.

- Les coordonnées de la société qui assure la transformation et la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative conforme à la réglementation. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.4. - Stockage des fumiers :

L'exploitant informera le service installation classée dès la mise en service de la fumière.

Les fumiers stockés sur la plate forme bétonnée à usage de fumière seront bâchés dès la sortie des poulaillers et ce jusqu'à leur transfert chez le prêteur de terres..

Le stockage dans le milieu extérieur, en d'autres endroits que les bâtiments d'élevage ou de la fumière, des fumiers destinés à l'épandage, ayant séjournés moins de deux mois sous les animaux et/ou sur la fumière destinée à cet effet, est interdit.

Dans l'attente de la réalisation de la fumière, les fumiers seront stockés au champ chez le prêteur de terres, conformément à la réglementation et seront recouverts d'une bâche imperméable à l'eau et perméable aux gaz de type « géo-textile ».

ARTICLE 4 – MTD

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2002 est modifié comme suit :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

SIGNE

SIGNE

***Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Vu et transmis le 8 septembre 2014***

L'Inspecteur de l'environnement

***Le chef de service
Prévention des risques environnementaux***

Virginie CHARDIN

DRAGON Vincent